



Monsieur le Recteur, les responsables sont au gouvernement, pas dans les établissements !

Lundi 30 septembre 2024, la FNEC FP FO a découvert l'interview du Recteur de l'académie de Toulouse dans la Dépêche. Le Recteur y évoque quelques raisons censées expliquer le manque important de professeurs. Toujours selon ce même journal, le Recteur aurait déclaré : « *Nous demandons aux chefs d'établissements d'organiser ces rattrapages d'heures (de cours perdues) avec une rémunération pour les professeurs qui acceptent. Mais ces derniers, pour la plupart, refusent et je le déplore, car cela met des élèves en difficulté.* »

Cette tentative de désigner les enseignants comme principaux responsables des heures de cours perdues, et de monter ainsi les parents d'élèves contre eux est inacceptable !

Nos supérieurs hiérarchiques devraient s'interroger sur les véritables raisons qui ont menées à cette situation plutôt que de jouer la carte de la culpabilisation et de remettre en question le professionnalisme des enseignants.

Ce sont les dirigeants politiques, qui de politique d'austérité en contres-réformes, n'ont cessé de casser l'Ecole publique !

Ce sont eux qui ont décidé de la mastérisation et du passage des concours de Bac+3 à Bac+5 entraînant la diminution continue du nombre de candidats et une charge de travail excessive pour les stagiaires !

Ce sont eux qui ont décidé de supprimer des postes et de fermer des classes impliquant des classes surchargées et le manque de remplaçants !

Ce sont eux qui ont décidé de la destruction des établissements médico-sociaux et de la précarité du métier d'AESH dans le cadre de l'Acte 2 de l'école inclusive, privant 24 000 élèves de leur droit à un enseignement adapté et aux soins !

Ce sont eux qui ont imposé sans l'accord d'aucune organisation syndicale le choc des savoirs désorganisant les collèges et les lycées !

Ce sont eux qui ont bloqué la valeur du point d'indice qui, associé à l'inflation, a entraîné 25 % de perte de pouvoir d'achat depuis 2000 !

Ce qui est à déplorer, c'est la poursuite de la destruction de l'Education Nationale par un gouvernement dont la politique a été désavouée depuis des mois dans les mobilisations et dans les urnes !

Dans cette situation, les personnels sont fondés à se réunir en assemblées générales afin de prendre toutes les initiatives pour bloquer ce gouvernement et faire aboutir les revendications pour le rétablissement du principe républicain d'égalité des droits à l'enseignement :

- L'arrêt des suppressions de postes et des créations à hauteur des besoins !
- L'abandon de la mastérisation et le retour à des concours de recrutement des professeurs à bac +3 !
- La mise en place immédiate de concours exceptionnels à Bac+3 pour recruter des enseignants sous statut, tout de suite !
- Le retrait du « pacte » et une augmentation indiciaire sans contrepartie pour tous les personnels, *a minima* à hauteur de l'inflation, et le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2 000 !
- L'abrogation de la loi Macron sur les retraites !

Toulouse, le 2 octobre 2024